



De la terreur en Amérique. L'effet de Paris sur la présidentielle américaine de 2016

[Louis Colletette](#)

Chercheur Marc-Bourgie associé à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand

et candidat à la maîtrise en science politique à l'Université du Québec à Montréal

Les attentats de Paris ont des répercussions profondes partout dans le monde. Probablement en raison du traumatisme créé par les attentats du 11 septembre, ces événements semblent avoir eu un effet particulièrement important aux États-Unis. En effet, les attaques contre le Bataclan et le Stade de France pourraient marquer un tournant dans la course à l'investiture des partis républicains et démocrates. Ces événements semblent ramener l'enjeu de la sécurité nationale au cœur des préoccupations des Américains, enjeu qui avait été étrangement peu abordé depuis le début de cette campagne. Un sondage réalisé le 20 novembre démontre que 23 % des Américains croient que le problème le plus important auquel les États-Unis doivent faire face est le terrorisme. Le nombre de personnes souscrivant à cette idée a presque triplé dans les 10 derniers jours alors que 8,6 % des sondés partageaient cette opinion le 11 novembre. Les enjeux économiques étaient auparavant centraux dans les préoccupations des citoyens américains, ce qui avait largement été reflété dans les différents débats des primaires.

Du côté droit du spectre idéologique, les critiques du président Obama ne se sont pas fait attendre très longtemps. On a accusé le président de ne pas avoir de stratégie et de ne pas être suffisamment dévoué à la lutte contre l'État islamique. 26 gouverneurs d'État, tous républicains, ont annoncé qu'ils refuseraient d'accueillir des réfugiés syriens sur leurs territoires et cinq autres, dont une démocrate, Maggie Hassan, se sont prononcés en faveur d'un renforcement des mesures de sécurité dans l'accueil de ces réfugiés. Les candidats à l'investiture républicaine se sont lancés dans une surenchère de mesures drastiques pour

lutter contre les risques d'attentats terroristes. Certains candidats y sont d'ailleurs allés de déclarations-chocs susceptibles de plaire à une frange du parti républicain.

Parmi les plus « modérés » sur cet enjeu, l'ex-gouverneur de la Floride Jeb Bush et le sénateur du Texas Ted Cruz ont affirmé que les États-Unis devraient uniquement accueillir les réfugiés qui sont chrétiens. Rand Paul, Carly Fiorina, John Kasich et Mike Huckabee ont tous affirmé d'une manière ou d'une autre que les États-Unis devraient cesser d'admettre les réfugiés syriens. Le gouverneur du New Jersey, Chris Christie, qui cherche par tous les moyens à se démarquer, croit que l'on ne devrait pas même recevoir les orphelins de moins de cinq ans. Le neurochirurgien à la retraite, favori de la droite évangélique, Ben Carson a quant à lui employé une analogie douteuse, affirmant que « s'il y a un chien enragé dans votre quartier, vous n'allez sûrement pas tenir pour acquis que c'est un bon chien et vous allez probablement enlever vos enfants de sur son chemin. » Marco Rubio, le charismatique sénateur de la Floride a de son côté comparé la religion musulmane au parti nazi et affirmé que ce combat s'inscrivait dans une dynamique de « choc des civilisations. »

Le favori dans les sondages, Donald Trump, qui n'a pas peur des controverses, a notamment affirmé qu'il envisagerait de créer une banque de données pour identifier les musulmans résidant aux États-Unis. Il a également affirmé que le gouvernement devrait forcer certaines mosquées à fermer ses portes. Trump s'était forgé une image de candidat qui ne se soumet pas à la rectitude politique par ses discours sur les immigrants mexicains et avait ainsi réussi à s'imposer dans les sondages. Il semble donc continuer sur cette veine populiste, alors que les derniers sondages démontrent qu'il conserve ou accroît son avance dans certains États clés et au niveau national depuis les attaques en France. Dès lors, 22 % des Américains croient qu'il serait le candidat à la présidence le plus en mesure de lutter efficacement contre le terrorisme, devançant même Hillary Clinton à ce chapitre.

56 % des Américains croient que les États-Unis ne devraient plus accepter de réfugiés. Les républicains tentent donc de capitaliser sur cette opportunité pour se positionner comme ceux qui sont le plus aptes à défendre la sécurité nationale. Ils dépeignent à ce titre les démocrates comme étant « *soft on terror* », reprenant à leur compte la stratégie utilisée par l'administration Bush après le 11 septembre.

Les démocrates adoptent une attitude différente et moins alarmiste, mais leurs interventions restent marquées par la rhétorique sécuritaire. Le 19 novembre, devant le très influent *Council on Foreign Relations*, Hillary Clinton a affirmé que les États-Unis devraient être plus agressifs dans la campagne contre l'État islamique. Sur la question des réfugiés, elle croit que la plus importante priorité doit être d'assurer la sécurité des Américains et qu'il est crucial de s'assurer que les réfugiés qui viennent s'établir aux États-

Unis feront l'objet d'enquêtes de sécurité approfondies. Elle a cependant insisté sur le fait que les démocraties ne peuvent renier leurs valeurs et tourner le dos à ceux qui sont dans le besoin.

Le candidat « socialiste » Bernie Sanders, qui tente de se démarquer d'Hillary Clinton en rappelant qu'il a voté contre la guerre en Irak, a récemment adopté une rhétorique plus agressive contre l'État islamique. En effet, il croit que les États-Unis se doivent de « détruire ce régime barbare et brutal. » Il s'oppose cependant à l'idée de rejeter les réfugiés syriens et critique les républicains qui cherchent à marquer des points grâce à cette tragédie.

Avant les attentats de Paris, la campagne pour élire un remplaçant à Barack Obama semblait porter principalement sur les questions économiques. Alors qu'ils se concentraient sur les enjeux des inégalités sociales et de l'économie, qui les favorisent, les démocrates se retrouvent depuis une semaine à devoir jouer sur le terrain des républicains, ce qui les éloigne de leur message habituel. Près de 15 ans après le 11 septembre, les États-Unis semblaient s'être écartés de cette obsession sécuritaire qui avait tant marqué la présidence de George W. Bush. Il est impossible de prévoir si les questions de sécurité nationale deviendront l'enjeu clé de l'élection ou si les enjeux économiques reviendront rapidement au centre des préoccupations des Américains. Néanmoins, ces attaques horribles semblent avoir ravivé un vieux réflexe sécuritaire aux États-Unis.